Bilan de l'Aide publique au développement des collectivités territoriales. page 3

ACTUALITES
Asie et coopération décentralisée. page 7

DEVELOPPEMENT DURABLE
Localisation de l'Agenda 2030 et des ODD. page 9

La Lettre. 17/ été 2016
de la commission nationale de la coopération décentralisée

> EDITORIAL

Alors que la plupart des Conseils régionaux reformulent leurs stratégies internationales, les départements et les collectivités du bloc communal sont entrés dans la phase active de relance de leurs partenariats. Plusieurs tendances tendent à se confirmer : recentrage géographique sur l'Europe et les pays émergents, priorité économique et attractivité des territoires affichées, volontarisme en matière de projets contribuant à la lutte contre le changement climatique et pour la jeunesse, démarche plus inclusive qui associe de plus en plus, au-delà des ONG, des établissements d'enseignement et de santé, publics ou privés, des centres de recherche et des entreprises. Par ailleurs, l'aide publique au développement déclarée par les collectivités se stabilise après 6 années de baisse régulière, ce qui est une excellente nouvelle.

Ce sont ces tendances que nous avons vues à l'œuvre lors des très réussies 3ème Rencontres franco-algériennes d'Alger et qui s'approfondiront lors des prochaines assises (Vietnam, Japon, Chine, Bénin, Arménie, Maroc, Madagascar).

Les mois à venir seront également marqués par la publication par le MAEDI d'un document de synthèse, intitulé « Diplomatie et territoires », et de propositions sur la bonne articulation des actions internationales de l'Etat et des collectivités. La CNCD du 4 juillet 2016 amorcera la consultation sur le pré-projet de texte, qui s'achèvera à l'automne avec la seconde session de l'année.

Comme chaque année, la session de la CNCD (présidée le 4 juillet par M. Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères) se tiendra en ouverture du Forum de l'action internationale des collectivités.

Venez nous retrouver sur le stand CNCD-DAECT !

Bertrand Fort
Secrétaire général de la CNCD,
Délégué à l'action extérieure des collectivités territoriales

> ASSISES DE LA COOPERATION DECENTRALISEE

3emes Rencontres des maires et des présidents de collectivités territoriales algéro-françaises (Alger, 25-26.05.16)

Le réaménagement et la rénovation du jardin d'essai, à Alger, sont au cœur de la coopération décentralisée entre Alger et Paris

Suite au séminaire consacré aux partenariats pour la Jeunesse (Béjaïa, 10-13 septembre) et au séminaire sur le thème « Coopération décentralisée, développement industriel et villes durables », les 3èmes Rencontres des maires et des présidents de collectivités territoriales algéro-françaises, très attendues, ont été un succès.

Attendues depuis plus de 10 ans, reportées à plusieurs reprises, les 3èmes Rencontres algéro-françaises des Maires et Présidents de collectivités territoriales ont réuni plus de 90 collectivités territoriales algériennes et françaises. Ouvertes par M. Jean-Michel BAYLET, Ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales, M. Nourredine BEDOUI, Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Locales et M. Roland Ries, Président de CUF, Maire de Strasbourg, ces rencontres ont bénéficié d'une forte couverture médiatique en Algérie. Elles ont couron-

Le secrétariat général de la CNCD est assuré par la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales
Ministère des Affaires étrangères et du Développement international
57, boulevard des Invalides
75007 Paris
secretariat.dgm@diplomatie.gouv.fr

La Lettre de la Commission nationale de la coopération décentralisée
Directeur de la publication : Bertrand Fort /
Coordination, relecture, réalisation : Lisa Bonnet /
Direction artistique : Frédéric Joffre / © CNCD 2016

né une année particulièrement dense pour l'action internationale des collectivités territoriales françaises en Algérie. L'élaboration d'une feuille de route répondant à la volonté de relancer ces coopérations entre collectivités des deux rives de la Méditerranée, illustre très concrètement le succès de ces rencontres organisées par le Ministère Algérien de l'intérieur et des Collectivités locales, Cités Unies France (groupe pays Algérie), la Délégation à l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) et l'Ambassade de France en Algérie. Les prochaines rencontres pourraient se dérouler dans deux ans, en France en 2018.

Les collectivités territoriales françaises et algériennes, ainsi que leurs partenaires, étaient au rendez-vous les 25 et 26 mai, pour faire de ces rencontres un succès.

Une ouverture des 3èmes Rencontres à haut-niveau

Les participants ont évoqué le travail de fond mené qui a permis de tisser des relations exceptionnelles favorisant l'émergence et la réalisation de nombreux projets. L'animation d'un comité de Pilotage « Gouvernance et Coopération décentralisée » institué entre les parties algériennes et françaises permettra la mise en œuvre d'actions en partenariat avec la Direction Générale des Collectivité Locale (DGCL), l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), le Centre National de la Fonction publique territoriale (CNFPT). Les représentants des deux Etats ont rappelé le soutient de l'Etat (Algérien et Français) au développement de la coopération décentralisée, vecteur de citoyenneté locale et de démocratie participative, redynamisant le tissu social et associatif, ouvrant des espaces de concertation entre administrations, élus, citoyens.

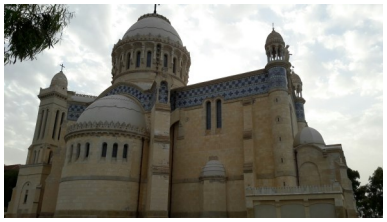
Des thèmes mobilisateurs et des ateliers opérationnels

Les rencontres se sont organisées autour de quatre ateliers :

- **Atelier 1 : La démocratie participative, levier de la transformation.** Cet atelier a permis aux participants de réfléchir sur les dispositifs institutionnels et l'évolution du concept de démocratie participative ainsi que sur les enjeux de la gouvernance démocratique territoriale.
- **Atelier 2 : Les Finances et la fiscalité locales dans le développement territorial.** La réforme dans le cadre de la décentralisation en Algérie des ressources des collectivités territoriales et de l'attractivité de leur territoire était au cœur de cet atelier, avec une mise en regard des règles de fiscalité et de finances locales dans les deux pays.
- **Atelier 3 : La gestion des grandes villes et le développement durable.** Il s'agissait d'échanger autour d'un concept mobilisateur associant l'ensemble des acteurs du territoire afin de travailler sur une démarche globale intégrant les différentes facettes du développement durable.
- **Atelier 4 : Le partenariat public-privé dans la gestion des affaires locales.** Les collectivités territoriales se tournent vers des partenariats « public-privé » afin de trouver des sources de financement complémentaires dans une période où le désengagement de l'Etat est significatif. L'expertise des collectivités territoriales françaises, très sollicitée par leurs homologues algériennes, a mis en lumière les mécanismes à mettre en place et les risques liés aux investissements.

Le point sur : La coopération décentralisée franco-algérienne

Encore peu développée, la coopération décentralisée franco-algérienne est prometteuse, comme le montre le succès des 3èmes Rencontres. En mai 2016, 14 coopérations étaient actives, parmi lesquelles Lyon-Sétif, Paris-Oran, Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur-Alger, Bordeaux-Oran, Dunkerque Grand Littoral-Annaba, Mulhouse-El Khroub, La Roche-sur-Yon-Tizi-Ouzou, etc. Traditionnellement, les partenariats de coopération franco-algérienne portaient sur les thématiques de la santé, de l'enseignement supérieur et de l'urbanisme, mais, ces dernières années, on observe une diversification des partenariats avec la prise en compte des secteurs du numérique, de la jeunesse ou encore de lutte contre le changement climatique. Les suites données aux 3èmes Rencontres seront une opportunité pour développer la coopération qui unit les collectivités françaises et algériennes.



La basilique Notre Dame d'Afrique, restaurée en partie dans le cadre d'un partenariat de coopération entre Alger, Marseille, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et le Conseil régional PACA.

3ÈMES
اللقاءات الجزائرية - الفرنسية
لرؤساء البلديات و مسؤولي الجماعات الإقليمية
RENCONTRES ALGÉRO-FRANÇAISES
DES MAIRES ET PRÉSIDENTS DE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Retrouvez le MAEDI au 7ème Forum de l'action internationale des collectivités
(Palais des Congrès, 04-05.07.16)

La Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales se mobilise pour apporter sa contribution au Forum, rendez-vous majeur de l'action internationale des collectivités territoriales françaises et étrangères.

Le 30 juin 2015, le Président de la République avait souligné, lors de la conférence inaugurale du 6e Forum, l'importance accordée par l'Etat à la contribution des collectivités territoriales à l'influence française et à la solidarité internationale.

Cette année encore, le MAEDI s'implique aux côtés des collectivités territoriales dans des débats majeurs : la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, l'action économique et l'attractivité des territoires, la lutte contre le changement climatique, l'internationalisation de la jeunesse, la promotion du patrimoine culturel, etc. La DAECT participe par ailleurs aux réunions de groupe-pays, prépare plusieurs assises bilatérales et organise les comités de sélection de ses appels à projets pendant le Forum.

Le MAEDI présentera son nouvel appel à projets en soutien à la mobilité internationale et à la formation professionnelle des jeunes, valorisera l'action des collectivités lauréates de l'appel à projets « Climat 2015 » et la conférence HABITAT III, s'exprimera sur des thématiques prioritaires lors des conférences « Agriculture, climat, alimentation », « Repenser la coopération culturelle comme levier stratégique de développement local », « Le pari des villes latino-américaines », « La mise en œuvre locale des ODD », « L'après COP 21 », etc. et présentera le dispositif « 1 % Déchets ».

Pour en savoir plus sur l'action du Ministère des Affaires étrangères et du Développement international en faveur de la coopération décentralisée,
venez nombreux nous rencontrer sur notre stand !

Retrouvez nous sur Twitter : @francediplo / #CoopDec
Plus d'information : www.diplomatie.gouv.fr/cncd
S'inscrire : www.cites-unies-france.org

Bilan
Aide publique au développement (APD) des collectivités territoriales en 2015

L'aide publique au développement des collectivités territoriales françaises s'est élevée à 57,3 millions d'euros en 2015. Cette déclaration, obligatoire au titre de l'article L. 1115-6 du Code général des collectivités territoriales, est aussi une condition d'octroi des cofinancements du MAEDI.

Depuis 2008, année à laquelle l'APD des collectivités a atteint un maximum inégalé depuis de 72 M€, on constate une diminution générale de 15 M€ en 7 ans (soit une baisse de près de 21 %), qui semble se stabiliser en 2015.
Il est important de noter que les chiffres déclarés par les collectivités doivent être nuancés. En effet, certaines collectivités n'ont pas satisfait à l'obligation de déclaration et les dépenses déclarées sont souvent sous-évaluées (ex : salaires des personnels en mission). On observe par ailleurs une sous-déclaration pour l'APD dans les pays émergents et une moindre déclaration des actions économiques. De plus, l'APD est généralement déclarée par les directions des relations internationales (DRI) des collectivités. Or, l'action extérieure vers les pays en développement est aussi déployée par d'autres services, qui ne communiquent pas toujours les montants de ces projets à leurs DRI. Enfin, le contexte actuel qui fait suite aux lois MAPTAM et NOTRe, ainsi qu'aux élections municipales en 2014, départementales et régionales en 2015, a impacté les stratégies relatives à l'APD de tous les niveaux de collectivités.
L'estimation de la marge d'erreur de la déclaration APD des collectivités françaises était de 20 à 30 % en 2015. L'ampleur de ce défaut a conduit la DAECT à mener une relance insistante vers les collectivités dont l'action extérieure lui était connue sans qu'elles aient pour autant déclaré leur APD. Par ailleurs, **la DAECT a largement communiqué sur le fait que la déclaration APD des collectivités fait pleinement partie de l'APD déclarée par la France qu'elle vient compléter par son action au plus près des territoires.**
Le volume de l'APD recensé pour 2014 a ainsi été réévalué de 7,2% suite à la relance faite aux collectivités d'octobre 2014 à janvier 2015. Cette réévaluation est probablement une raison de la stabilisation du niveau de l'APD déclarée par les collectivités en 2016 pour leurs projets 2015. Comme pour l'APD portant sur les montants 2014, **l'APD 2015 sera probablement réévaluée suite aux relances menées actuellement par la DAECT.**
En savoir plus

FACECO
Appel pour les victimes de violences ethniques ou religieuses au Moyen-Orient
Lors de la Conférence internationale sur les victimes de violences ethniques ou religieuses au Moyen-Orient du 8 septembre 2015, la France a proposé la création d'un fonds pour améliorer les conditions de vie des populations déplacées et de renforcer leurs capacités de résilience au sein des communautés d'accueil.
En 2015, les contributions de plusieurs collectivités territoriales se sont ajoutées à celle du MAEDI. Alors que les besoins ne cessent d'augmenter, le MAEDI encourage cette année encore la contribution des collectivités territoriales pour répondre ensemble aux besoins des minorités du Moyen Orient. En savoir plus

RENCONTRES DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

2e réunion du groupe de travail « Tourisme » de la CNCD (Paris, 31.05.16)

L'objectif de ce groupe présidé par Pierre Schapira, Président de l'Office de Tourisme de Paris, est d'accroître les retombées positives de l'action extérieure des collectivités territoriales dans ce secteur, tant en termes d'attractivité pour nos territoires que de projection et de valorisation de l'expertise française à l'étranger. Il s'agit notamment de voir comment la coopération décentralisée peut valoriser l'expertise touristique française et promouvoir l'attractivité des territoires. Une étude spécifique faisant le point sur l'état des lieux et des publications est en cours. Le groupe de travail devrait pouvoir soumettre son rapport de recommandations début 2017 et procédera d'ici-là à des auditions de personnalités qualifiées.

Visite du Ministre sénégalais de la gouvernance locale (Paris, 17.05.16)

La DAECT a accueilli une délégation sénégalaise menée par M. Abdoulaye Diouf Sarr, Ministre sénégalais de la Gouvernance locale, dans le cadre d'une mission consacrée à l'approfondissement de la décentralisation au Sénégal. Devant les représentants des collectivités membres du Groupe-Pays Sénégal de CUF, M. Sarr a souhaité aborder les questions relatives à la fonction publique locale et à la formation des personnels territoriaux avec l'objectif, à plus long terme, de la création d'un centre national de formation des élus et acteurs de développement territorial au Sénégal. Cette rencontre fut aussi l'occasion d'aborder les perspectives pour le Fonds conjoint franco-Sénégalais en soutien à la coopération décentralisée, dont le second appel à projets a été lancé conjointement par le MAEDI et le Ministère sénégalais de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du territoire.

Abdoulaye Diouf Sarr, Ministre sénégalais de la gouvernance locale, et Bertrand Fort délégué à l'AECT au MAEDI, échangent avec les collectivités françaises autour des processus de décentralisation et de la coopération décentralisée franco-sénégalaise

Conférence de coopération régionale de l'Océan Indien (Saint-Denis, 22.06.16)

La DAECT a animé un atelier dédié à l'action extérieure et à la lutte contre le changement climatique. La problématique de l'atelier à consister à réfléchir, avec l'ensemble des acteurs présents (CR, CD et communes de la Réunion, opérateurs, etc.) à la manière de structurer les coopérations entre collectivités de la sous-région dans ce domaine. En savoir plus

Renouvellement de l'accord franco-marocain en soutien à la coopération décentralisée (Paris, 03.05.2016)

Le 3 mai avait lieu à l'Ambassade du Maroc en France une rencontre entre parlementaires et présidents de région du Maroc et de France venus échanger leurs expériences en matière de gouvernance territoriale et de coopération décentralisée.
L'accord sur le renouvellement du dispositif conjoint franco-marocain d'appui à la coopération décentralisée et le règlement de l'appel à projet, pour une période de 3 ans, a été signé entre l'Etat français et l'Etat marocain. En savoir plus

Bertrand Fort, délégué à l'AECT et ,Sami Mohammed Tazi, Directeur général des collectivités locales marocain, signent le fonds conjoint en soutien à la coopération décentralisée

A ne pas manquer
Ateliers de la Commission Méditerranée de CGLU (Sousse, 22-23.09.16) et Trophées de l'adaptation aux changements climatiques en Méditerranée

La Commission Méditerranée de CGLU est partenaire des Trophées de l'adaptation aux changements climatiques en Méditerranée lancés par l'ADEME qui récompenseront à la COP22 à Marrakech la meilleure initiative d'adaptation au changement climatique mise en place par une collectivité locale ou régionale, une ONG ou une agence publique du bassin méditerranéen.
Par ailleurs, si le 4ème Forum des Autorités Locales et Régionales de la Méditerranée a été reporté fin 2016, la Commission Méditerranée de CGLU propose, avec la CIM-CRPM, l'Arc Latin, MedCités, NALAS et la Commission Finances locales pour le développement de CGLU, des Ateliers de les 22 et 23 septembre à Sousse qui porteront sur les finances locales, l'employabilité des jeunes et le développement territorial intégré. En savoir plus

Découvrir la plateforme sur la mobilité européenne et internationale : une carrière internationale pour les managers territoriaux, c'est possible ! (INET)

Institutions européennes, collectivités territoriales étrangères, Association de collectivités, structures transfrontalières : les opportunités pour travailler à l'étranger sont nombreuses pour les cadres territoriaux.

Quels organismes, quelles démarches, quelles conditions ?

Renseignez-vous (informations pratiques, témoignages, contacts) sur la nouvelle plateforme d'information qui vient d'être mise en ligne par l'Institut national des études territoriales (INET) à l'attention spécifique des managers territoriaux.

http://inet-mobilite-europe.tumblr.com/

Pour en savoir plus sur les formations dispensées par le Centre National de la Fonction publique territoriale (CNFPT), consulter le site www.cnfpt.fr

ACTUALITÉS

Les collectivités échangent autour de leurs partenariats sur le thème de la mobilité internationale des jeunes (Paris, 02.06.2016)

APPEL A PROJETS « JEUNESSE » 2

Le 15 juin 2016, le MAEDI a ouvert l'appel à projets « Jeunesse II » pour soutenir les projets de coopération décentralisée en faveur des jeunes.

Dans le cadre du Plan « Priorité Jeunesse » mis en œuvre par le gouvernement, le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) se mobilise une nouvelle fois, au côté des collectivités territoriales, en faveur de l'internationalisation de la jeunesse française.

Suite à un premier appel à projets aux résultats encourageants en 2015, le MAEDI lance l'appel à projets « Jeunesse II » afin de soutenir les projets de coopération décentralisée portant sur les thématiques de **la formation professionnelle** et de la **mobilité des jeunes dans le cadre du volontariat.**

Plus ambitieux, l'appel à projets « Jeunesse II » vient appuyer l'engagement des collectivités territoriales françaises et de leurs partenaires étrangers pour l'ouverture au monde et l'insertion professionnelle des jeunes de leur territoire :
- En encourageant le départ et l'accueil de jeunes volontaires dans le cadre de projets de coopération décentralisée, dans le respect des principes de réciprocité, d'égalité des genres et de mixité sociale ;
- En soutenant les échanges inter-établissements de formation professionnelle présents dans les territoires de coopération, afin d'augmenter les possibilités de mobilité internationale et européenne entre apprenants, enseignants et formateurs ;
- En renforçant les échanges relatifs au renforcement des capacités des collectivités en matière de formation professionnelle (gouvernance, structuration des offres de formation, etc.), clé pour un développement économique inclusif des territoires ;
- En soutenant les dynamiques d'échanges, de création et/ou de renforcement d'offres de formation professionnelle sur les territoires.

De nombreuses institutions s'associent à cet appel à projets pour apporter leurs réseaux, leur savoir-faire et leur expertise aux projets :
- Le Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports ;
- Le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt ;
- France volontaires ;
- L'Agence du service civique ;
- Le Programme des Nations Unies pour le Développement.

La Fondation Schneider Electric sous l'égide de la Fondation de France, soutient financièrement cette initiative dans le cadre de sa convention de partenariat avec le MAEDI.

Consulter le règlement de l'appel à projets « Jeunesse II »

En savoir plus :
- Document d'orientation du MAEDI « Jeunesses, mobilités et territoires : recommandations pour l'action extérieure des collectivités territoriales »

- Résultats de l'appel à projets « Jeunesse I : Mobilité internationale des jeunes »

Avec le soutien de :

A ne pas manquer :
La DAECT et France Volontaires organisent un temps d'information sur l'appel à projets « Jeunesse II » lors du Forum de l'AIC, le mardi 5 juillet, de 14h15 à 15h45.

Réunion des collectivités territoriales lauréates de l'appel à projets « Mobilité internationale des jeunes » (Paris, 02.06.16)

La DAECT a organisé, avec France Volontaires, l'Agence du service civique, CUF et l'AFCCRE, une réunion qui aura permis à une trentaine de participants d'exposer leurs projets, d'échanger directement avec les différents opérateurs de la mobilité et de rencontrer des partenaires ressources pour monter un projet de mobilité internationale (RRMA, services déconcentrés du Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, Association F3E pour le suivi-évaluation, etc.).
En savoir plus

Que deviennent les lauréats de l'appel à projets « Jeunesse I » ?

Ville de Vienne–Goris (Arménie)

Dans le cadre de sa coopération avec la Ville de Goris en Arménie, la Ville de Vienne a offert l'opportunité à deux jeunes Viennoises de s'engager en Service civique à l'international. Ainsi, Anaïs Bernard et Océane Rathe (photo) sont partie pour une mission d'appui à l'animation du centre culturel francophone de Goris pour 5 mois. Ce projet est soutenu financièrement par le MAEDI suite à l'appel à projets « Mobilité internationale des jeunes » et par l'organisme d'envoi de volontaires Service de Coopération au Développement.

ACTUALITÉS

La mobilisation en faveur du climat se poursuit !
APPEL A PROJETS « CLIMAT 2 »

La seconde édition de l'appel à projets « Climat » a été annoncé le 1er juin 2016 par le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères et du développement international.

Belo Horizonte, capitale de l'Etat du Minas Gerais au Brésil, en coopération décentralisée avec le Conseil régional des Hauts de France, lauréat de l'appel à projets « Climat I » pour le projet « répandre les Observatoires climat pour mieux lutter contre le dérèglement climatique »

Les collectivités territoriales françaises se mobilisent pour lutter contre le dérèglement climatique en coopérations décentralisée : c'est une réalité déjà vérifiée l'année dernière avec les 21 collectivités françaises qui avaient été sélectionnées dans le cadre de l'Appel à Projet « Climat I », en lien avec 23 autorités locales étrangères.

Suite au succès de ce premier appel à projet et à la conférence « Paris Climat 2015 », le MAEDI lance la seconde édition « Climat II » visant à soutenir la coopération décentralisée en faveur du climat.

Il financera des partenariats de coopération décentralisée afin de promouvoir l'expertise des collectivités territoriales françaises dans la lutte contre le dérèglement climatique à l'international, de mobiliser leurs savoir-faire en matière de gestion de projet international, et d'apporter une plus grande cohérence et une meilleure efficacité des projets.

Ce nouvel appel à projets « Climat II » est ouvert à un plus large éventail de zones géographiques et de secteurs thématiques qu'à l'occasion de sa première édition, et a vocation à s'inscrire dans l'Accord de Paris, dans le Global Climate Action Agenda (GCAA), et dans la « vision à 5 ans » lancée lors de la COP 21.

La Fondation Schneider Electric, sous l'égide de la Fondation de France, soutient cette initiative dans le cadre d'une convention de partenariat nouée avec le MAEDI. Le Ministère de l'environnement, de l'Energie et de la Mer (MEEM) est également associé à cet appel à projets.

Dans le cadre du partenariat entre CUF et l'Agence Régionale de l'Environnement et des Nouvelles Energies d'Ile de France (ARENE), une **formation sur le thème « Climat et coopération décentralisée »** a été organisée les 14 et 15 juin 2016. Elle s'est adressée aux élus et chargés de mission de coopération des collectivités territoriales et visait à apporter les connaissances nécessaires pour bâtir une culture climat commune et structurer ainsi une démarche incitative sur le territoire en coopération.

Le 7ème Forum de l'action internationale des collectivités qui se tiendra les 4 et 5 juillet sera également l'occasion d'évoquer le lancement de l'appel à projets Climat et de répondre à toutes les questions à ce sujet lors d'un plateau télévisé le 4 juillet.

Pour en savoir plus :
- Consulter le règlement de l'appel à projets
- retrouver le dossier du MAEDI « La coopération décentralisée s'engage pour le climat »
- Se renseigner sur la Formation dans le cadre du partenariat CUF et ARENE sur le thème « Climat et coopération décentralisée » les 14 et 15 juin, qui sera suivi d'un module d'approfondissement les 6 et 7 septembre 2016.

Tour d'horizon des 21 Lauréats de l'appel à projets « Climat 2015 »

Retrouvez en images et en paroles d'acteurs les 21 lauréats de l'appel à projets « Climat 2015 ». Projets agro-écologiques, plans climat, gestion et valorisation des déchets... Où en sont les lauréats ?

-Tour d'horizon des 21 lauréats de l'AAP Climat I

A ne pas manquer

MEDCOP Climat
(Tanger, 18-19.07.16)

Tanger accueille les 18 et 19 juillet 2016 la 2ème conférence des parties des pays riverains de la Méditerranée sur les changements climatiques, la MedCop CLIMAT. Après la première édition, celle-ci accueillera à son tour des délégations d'une trentaine de pays de la Méditerranée ainsi que des représentants associatifs dans un village de la société civile. Au total, plus de 2 000 participants et plus de 36 délégations étrangères seront accueillis lors des travaux de cette conférence. Découvrez le programme

RENDEZ-VOUS

CLIMATE CHANCE : le rendez-vous des acteurs non-étatiques dédié à l'action concrète
(Nantes, 26-28.09.16)

Collectivités, entreprises, associations, syndicats, organismes scientifiques, citoyens, sont conviés à cette rencontre, qui doit permettre de dessiner l'état de l'action à travers le monde, d'approfondir les échanges sur les réussites comme sur les difficultés, de favoriser la mutualisation des expériences et des innovations, de souligner les opportunités naissant de ce combat résolu contre le changement climatique. En savoir plus

Réunion des « Elus de l'Eau »
(Paris, 09.06.16)

Organisée par le Programme Solidarité Eau (PsEau), cette journée avait pour objectif de rassembler les Elu(e)s signataires de la Charte de l'eau, afin de leur permettre de se rencontrer et d'échanger sur les initiatives que chacun(e) mène dans le cadre de sa mission d' « ambassadeur du 1% eau », permis par la loi Oudin-Santini.
En savoir plus

ACTUALITÉS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE / ASIE

10èmes Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne (Can Tho, 14-16.09.16)

Organisées par CUF et le Comité populaire de Can Tho, avec l'appui de la DAECT et de l'Ambassade de France, les 10èmes Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne se tiendront à Can Tho. Espace privilégié d'échanges entre élus locaux et régionaux des deux pays, ces Assises réuniront une cinquantaine de collectivités françaises et vietnamiennes. Elles visent à renforcer les coopérations existantes ainsi qu'à favoriser la création et le développement de nouveaux partenariats. Cette année, les Assises mobiliseront également les acteurs français et vietnamiens des secteurs économiques, de la santé, de la culture, de la coopération universitaire et de recherche ou du monde associatif, etc. qui travaillent avec les collectivités territoriales. Des journées culturelles, une foire commerciale franco-vietnamienne, ainsi qu'un séminaire sur la coopération pour le développement durable de l'agriculture et du tourisme auront lieu en parallèle de la manifestation, afin de mettre en valeur les acteurs français dans les domaines de l'économie, la culture, ou encore l'art de vivre. Le programme et les modalités de participation à ces 10èmes Assises sont disponibles sur le site officiel. En savoir plus

5èmes rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise (Tours, 5-6.10.16)

S'appuyant sur le succès des rencontres précédentes, la ville de Tours, jumelée avec Takamatsu, accueillera cette 5ème édition des Rencontres, en partenariat avec CUF, autour du thème « *L'innovation, facteur de dynamisme économique et de rayonnement international pour les collectivités japonaises et françaises* ». Ces rencontres permettront d'approfondir les échanges de bonnes pratiques en vue de résoudre des problèmes communs. Les discussions seront organisées en trois volets ayant trait à l'économie, la culture et l'urbanisme. Les deux pays s'attacheront à identifier des rapprochements emblématiques et à soutenir des projets, en particulier dans le domaine économique et du développement durable. Les interventions aborderont une large palette d'actions parmi lesquelles : échanges économiques, technologiques, universitaires, vieillissement de la population et silver économie, tourisme, coopération culturelle et cinéma, réappropriation de patrimoines anciens et transformation d'espaces urbains, villes connectées, etc.

5èmes rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise (Chengdu, 25-26.10.16)

La coopération décentralisée franco-chinoise est au cœur du Dialogue franco-chinois de haut niveau sur les échanges humains. Celui-ci porte sur l'éducation et l'enseignement supérieur, les sciences, l'innovation et la technologie notamment en matière d'économie durable, la culture et le patrimoine, le sport, la santé et le tourisme. Ces 5èmes Rencontres associeront de nombreux partenaires et se tiendront parallèlement à la Foire de l'Ouest qui aura lieu les 29 et 30 Octobre 2016, ce qui permettra aux entreprises locales de se rencontrer et de nouer de nouveaux partenariats. Suite au comité pilotage du 9 mai, à Chengdu, des ateliers thématiques ont été prévus sur le thème de l'innovation, du développement durable des territoires, de la santé, du patrimoine et de l'industrie des loisirs. Enfin, le thème de l'art de vivre bénéficiera également d'un focus particulier, notamment sur la gastronomie. Ces rencontres seront aussi l'occasion de remettre le prix de la coopération décentralisée franco-chinoise afin de mettre à l'honneur une coopération locale exemplaire.

Les membres du Comité de pilotage des rencontres se réunissent à Chengdu

Le Master « Eau pour tous—OPT » de l'AgroParisTech ouvre une filière asiatique

En partenariat avec l'AFD et la Fondation Suez Environnement, AgroParisTech a ouvert une filière asiatique au sein du master « Eau pour tous—OPT » dont le but est de constituer un pôle international de référence pour renforcer les compétences des gestionnaires des services urbains d'eau et d'assainissement dans les pays en développement. Le master a pour objectif de former les futurs leaders et cadres dirigeants de ces services et de développer une culture de la performance et de constituer un outil d'influence économique. Sont éligibles des cadres originaires des pays suivants : la Thaïlande, le Vietnam, l'Indonésie, les Philippines, l'Inde, le Pakistan, la Chine, le Sri Lanka, l'Arménie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan . Les collectivités ayant des coopérations dans le secteur de l'eau et de l'assainissement peuvent aider à identifier les cadres bénéficiaires.

Opportunités de partenariats BIRMANIE

Alors que la Birmanie a organisé, en novembre 2015, ses premières élections libres depuis 25 ans, la France poursuit son appui à la transition démocratique.

La France souhaite accompagner la transition politique de la Birmanie pour que celle-ci se consolide et se pérennise.

La France et l'Union européenne privilégient une approche constructive, fondée sur la coopération, afin d'encourager la démocratisation, la réconciliation nationale et le développement socio-économique du pays.

La coopération décentralisée franco-birmane peut être développée. **Les chantiers de travail pourraient être les suivants : l'eau et l'assainissement, l'environnement ou le tourisme durable.**

Ainsi, si la coopération avec la Birmanie vous intéresse, contactez l'Ambassade de France en Birmanie ou la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales.

www.ambafrance-mm.org

secretariat.dgm-aect@diplomatie.gouv.fr

Bagan, Birmanie

TENDANCES DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

10èmes Journées européennes du développement (Bruxelles, 15-16.05.16)

Temps fort de la réflexion autour du développement, cette année, les Journées européennes du développement ont pour objectif d'identifier des pistes et des outils permettant la mise en œuvre du nouvel Agenda 2030 pour le développement durable. La coopération décentralisée a été à l'honneur lors de deux ateliers qui ont permis des interventions variées et de haut niveau, ainsi que des débats avec la salle fournis et de qualité. Deux réunions, « Localiser les ODD : S'approprier l'Agenda global du développement » organisé par l'ALDA et « L'alliance globale pour la mise en œuvre des ODD au niveau local : la boîte à outils » organisé par le PNUD, ont mis en avant la coopération décentralisée comme vectrice de partenariats intégrés et multi-acteurs, au service du développement durable des territoires, ici et là-bas.
Le 14 juin, le séminaire « Les partenariats territoriaux et ODD : comment ne laisser personne derrière » est venu encore renforcer cette approche.

Les journées européennes du développement réunissent chaque année à Bruxelles les principaux acteurs du développement, Etats, autorités locales, organisations de la société civile, chercheurs, etc.

Agriculture : le Pacte de Milan

L'initiative du Pacte de Milan pour une politique urbaine de l'alimentation a été lancée il y a un peu plus d'un an par le maire de Milan, suite à sa participation à la réunion du C40 de Johannesburg (maires des grandes villes engagées dans la lutte contre le réchauffement climatique). Le Pacte s'attache à préserver une agriculture de proximité et de qualité autour des villes, l'interconnexion entre questions alimentaires, questions sociales, questions de santé, transports et développement durable et réaffirme la volonté conjointe de lutter contre le réchauffement climatique. En savoir plus

Par ailleurs, l'agriculture fera l'objet d'une conférence au 7e Forum de l'Action Internationale des Collectivités au Palais des Congrès le 7 juillet de 17h30 à 19h30 sur le thème : « Agriculture, climat, alimentation : quels échos des territoires ? Cultivons nos idées à l'international ! ». Ce sera l'occasion d'aborder la place accordée à l'agro-écologie, à l'agriculture ou encore à la sécurité alimentaire dans les partenariats de coopération décentralisée.

Contacts des RRMA

Les RRMA (Réseaux régionaux multi-acteurs) sont des dispositifs régionaux d'échange, d'appui et de concertation multi-acteurs de la coopération internationale, soutenus par le MAEDI. Ils sont les interlocuteurs régionaux pour réussir un projet de coopération décentralisée.

Aquitaine-Limousin-Poitou Charentes
- Réseau MultiCoolor (www.multicoolor.org — contact@multicoolor.org)
- Resodi (www.resodi.fr—contact@resodi.fr)

Auvergne-Rhône-Alpes
- CERAPCOOP (www.cerapcoop.org—contact@cerapcoop.org)
- RESACOOP (www.resacoop.org—mail@resacoop.org)

Bourgogne-Franche Comté
- Bourgogne Coopération (bourgognecooperation.org—contact@bourgognecooperation.org)
- CERCOOP Franche-Comté (www.cercoop.org—cercoop@cercoop.org)

Bretagne
- ABCIS (www.bretagne-solidarite-internationale.org—abcis@region-bretagne.fr)

Centre-Val de Loire
- Centraider (www.centraider.org—contact@centraider.org)

Grand Est
- Cap Coopération (www.capcooperation.org—contact@capcooperation.org)
- IRCOD (www.ircod.org—Ircod1@ircod.org)
- Réciproc' (reciproc@cr-champagne-ardenne.fr)

Hauts de France
- Lianes coopération (lianescooperation.org—contact@lianescooperation.org)

Languedoc Roussillon-Midi Pyrénées
- Midi-Pyrénées Coopdev' (www.mpcoopdev.org—contact@mpcoopdev.org)

Normandie
- Horizons Solidaires (www.horizons-solidaires.org—contact@horizons-solidaires.org)

Pays de la Loire
- ALCID (www.alcid.org—Marie-estelle.cissokho@paysdelaloire.fr)

Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Territoires Solidaires (www.territoires-solidaires.com—contact@territoires-solidaires.fr)

Habitat III « Le développement urbain durable : l'avenir de l'urbanisation » (Quito, 17-20.10.16)

Dans la continuité de l'adoption historique de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Accord de Paris sur le changement climatique, HABITAT III sera la première conférence opérationnelle sur la ville et les territoires. Elle devra permettre de mettre en place un cadre d'actions concrètes pour tous les acteurs de la ville. Un des principaux enjeux de la conférence sera de préciser l'Objectif de développement durable n°11, relatif aux « villes durables, inclusives, sûres et résilientes » et les conditions de sa mise en œuvre.
La coopération décentralisée, comme moyen de mise en œuvre et d'échange de bonnes pratiques, sera valorisée à travers des side-events, une campagne web sur le site du MAEDI et sur le stand France lors de la conférence HABITAT III. Si vous souhaitez communiquer du matériel photo ou vidéo à valoriser sur le stand France, contactez la DAECT.

En savoir plus:
- Consulter le site de la conférence HABITAT III : www.habitat3.org
- Consulter le site du Partenariat français pour la ville et les territoires : www.pfvt.fr

Agenda 2030
Localiser les Objectifs de développement durable

La coopération décentralisée décline en action le nouvel Agenda 2030 pour le développement durable : un levier pour promouvoir des solutions locales afin d'influer la sphère mondiale.

Depuis 2012, la DAECT collabore avec le Programme des Nations Unies pour le développement, à travers son Initiative ART – Plateforme pour les partenariats territoriaux, pour soutenir la contribution et l'efficacité de la coopération décentralisée française dans les processus de gouvernance et développement local dans plusieurs pays du monde.

En Septembre 2015, l'Assemblée générale des NU a adopté un nouvel Agenda 2030 pour le développement durable, qui redéfinit le cadre de développement pour les 15 ans à venir. Composé de 17 Objectifs de Développement Durable, ce programme universel, audacieux et ambitieux ne pourra réussir que les territoires y ont un rôle actif (lire le rapport sur la localisation des ODD). Ces nouveaux objectifs doivent être « localisés », définis, mis en œuvre et suivi au niveau local, tout en assurant la cohérence entre ces actions locales et les dimensions nationale et globale.

Dans ce contexte, le PNUD, ONU Habitat et la Global Task Force des gouvernements locaux et régionaux ont lancé un processus de définition d'une « boîte à outils », qui vise à sélectionner des mécanismes concrets et innovants pour atteindre des résultats visibles au niveau local (en savoir plus sur la Boite à outils pour la localisation des ODD). Des acteurs de la coopération décentralisée européenne, comme par exemple la Région Valencienne en Espagne, ont déjà affirmé leur engagement à appliquer le nouvel agenda, aussi bien dans leur territoire que dans leurs actions de coopération. Dans le domaine de la coopération, cet objectif de stratégie intégrée du développement territorial sera favorisé par une coopération décentralisée mieux cordonnée.

En partenariat avec la DAECT, le PNUD – à travers son nouveau cadre stratégique pour la gouvernance locale et le développement local (GLDL) et l'Initiative ART- soutient donc des mécanismes innovants de partenariats territoriaux comme moyens efficaces pour localiser les ODD, stimuler et promouvoir des initiatives inclusives de GLDL et ainsi relever les défis les plus pressants des territoires.

Bon à savoir
Le partenariat PNUD-DAECT est actif dans les appels à projets de la DAECT, afin d'appuyer les collectivités dans leurs partenariats stratégiques et dans leurs dialogues avec leurs partenaires.

A ne pas Manquer
Lors du Forum de l'action internationale des collectivités des 4 et 5 juillet à Paris, la DAECT, l'ADF et le PNUD co-organisent une conférence sur la « localisation des ODD pour une société inclusive ».

Inclusion économique et sociale
TERRINCLUS, un projet de l'ADF localiser les ODD

L'inclusion économique et sociale est un défi transversal aux 17 objectifs de développement durable. L'Assemblée des Départements de France (ADF), à travers son projet TERRINCLUS, entend encourager la mise en place de coopérations internationales entre territoires la facilitant.

Depuis 2013, l'ADF mène une démarche de recherche-action sur le thème de la coopération internationale entre territoires en matière d'inclusion économique et sociale. Une première étape a été franchie en mars 2015 avec la publication de l'étude Agir en coopération pour un développement local durable et inclusif. La deuxième phase de ce projet, nommée TERRINCLUS (pour « territoires inclusifs »), vise à doter les collectivités, les acteurs français et leurs partenaires, de supports pour s'engager dans des projets de coopération porteurs de résultats qualitatifs en matière d'inclusion économique et sociale.

L'inclusion économique et sociale de tous, et particulièrement des personnes vulnérables, est un enjeu global, commun à tous les territoires, du Nord comme du Sud. Ses effets bénéfiques doivent être perçus tant auprès des habitants des territoires partenaires que sur les territoires français. Pour parvenir à cet objectif, la Commission internationale de l'ADF, présidée par André Viola, Président du Conseil départemental de l'Aude, a mis en place un « do tank », groupe de réflexion pluri-acteurs sur cette thématique. L'objectif est d'améliorer les modalités de construction, de mise en œuvre et de suivi des projets de coopération décentralisée dans le domaine de l'inclusion économique et sociale.

La mise en place de dix démarches pilotes s'inscrivant dans les préconisations de l'étude (construction d'un partenariat pluri-acteurs, définition d'enjeux, implication des services d'action sociale dans les démarches de coopération internationale, etc.), et les ressources méthodologiques produites devront permettre de favoriser le développement et la consolidation des projets de coopération sur cette thématique.

TERRINCLUS s'inscrit dans le processus de localisation du nouvel Agenda 2030 pour le Développement Durable. Avec un travail conjoint du PNUD et son programme ART, TERRINCLUS contribuera à la boîte à outils pour la mise en œuvre des ODD au niveau local.

Bon à savoir
CGLU lance une nouvelle application « Objectifs du développement durable, ce que les gouvernements locaux doivent savoir »
Télécharger l'application

ACTUALITÉS

Assemblée générale de l'Association européenne pour la démocratie locale (Paris, 12-13.05.16)

L'ALDA a organisé, avec le soutien du MAEDI, plusieurs conférences ouvertes au public pour une « Europe citoyenne », les 12 et 13 mai à Paris, en parallèle de son AG. Un panel d'intervenants de haut niveau a abordé la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

La Journée du 12 mai, sur la « *Capitalisation de l'Année Européenne pour le Développement : la valeur ajoutée de la Coopération Décentralisée dans la promotion de la gouvernance locale* » et le lancement du Programme de coopération décentralisée France-Balkans, a offert une occasion de promouvoir et de renforcer le rôle des acteurs locaux (autorités locales, société civile, université, secteur privé) dans la mise en œuvre des ODD au niveau local, en articulation avec l'action extérieure de l'UE.

En collaboration avec le PNUD et l'AFCCRE, l'ALDA a ensuite organisé la ''Journée Boite à outils'' afin de doter les acteurs locaux de clefs et d'outils pour mettre en œuvre les ODD dans leur territoire. En savoir plus

Les membres d'ALDA, venus nombreux au MAEDI pour la tenue de leur Assemblée générale

Réunion avec la Commission européenne, DG DEVCO : l'approche territoriale de la gouvernance locale (Paris, 17.05.16)

La DAECT et la Mission de la gouvernance démocratique (GOUV) du MAEDI ont organisé une réunion de présentation sur la nouvelle stratégie de la Commission européenne en matière de gouvernance territoriale. Cette séance a été l'occasion de discuter de la nouvelle approche territoriale de développement local portée par la Commission européenne, en présence de deux experts de la Commission, Jorge Rodriguez et Flora Geley, et d'échanger avec eux de manière concrète sur l'impact de cette approche dans les projets de coopération.

Tchatons avec les internautes de Toute l'Europe sur les financements européens !

Le 3 mai 2016, Bertrand Fort, Délégué à l'AECT et Secrétaire général de la CNCD, répondait aux nombreuses questions des internautes sur la thématique des financements européens, avec l'appui de la DGM/ fonds européens. Cette session a rencontré un beau succès chez les internautes.

Lire l'intégralité du Tchat

Réunion de travail « Cohésion sociale, santé et développement économique » du Réseau des collectivités françaises partenaires de la Roumanie (Paris, 14.06.16)

Cette réunion, organisée par l'Ambassade de France en Roumanie, a permis d'échanger sur les nouveaux enjeux de la coopération décentralisée franco-roumaine, très dynamique. Elle a aussi été l'occasion de poursuivre la réflexion engagée sur les possibilités de mutualisation de projets en matière d'inclusion sociale des publics défavorisés. L'objectif était de recenser les bonnes pratiques, présenter les projets envisagés par les collectivités françaises et réfléchir à la mobilisation des fonds européens pour lancer une nouvelle dynamique d'action.

Soutien à la décentralisation ukrainienne par la coopération décentralisée (Paris, 06.07.16)

A la suite du second congrès gouvernements locaux qui s'est déroulé les 5 et 6 avril 2016 à Cracovie, une rencontre aura lieu le 6 juillet, à l'initiative e la DAECT, sur l'appui à la décentralisation ukrainienne par la coopération décentralisée franco-polonaise. Cette réunion se déroulera en présence des associations de collectivités françaises, des représentants des villes d'Ukraine et de Pologne, les ambassades concernées et de nombreux autres acteurs.

Partenariat entre la DAECT et Initiatives France Hongrie (INFH) (06.16)

Compte tenu des évolutions de la coopération décentralisée franco-hongroise depuis 1992, l'objectif principal du plan d'action 2016 d'INVH, en partenariat avec la DAECT, est de nourrir les coopérations décentralisées franco-hongroise à travers des actions thématiques (patrimoine, circuits courts, transfrontalier, etc.) ou via l'appui aux réseaux d'associations de collectivités.

Conférence annuelle de la Mission opérationnelle transfrontalière (Paris, 24-25.06.16)

L'assemblée générale et conférence-débat annuelle de la MOT se sont tenues à Paris dans le cadre de l'exposition « Frontières ». La libre circulation, objectif majeur de la construction européenne, était la thématique centrale. Réalité quotidienne des habitants et des entreprises des territoires frontaliers, elle est de plus en plus remise en cause par la réaffirmation de la frontière comme filtre (enjeux de sécurité, crise des migrants...). En savoir plus

L'association "Sur les pas d'Albert Londres" lauréat 2016 du Prix citoyen européen

Le 1er juin, la liste des 50 lauréats du prix du citoyen européen pour l'édition 2016 a été publiée. L'association "Sur les pas d'Albert Londres" est lauréate de ce prix pour ses actions en partenariat avec des collectivités, en direction de la jeunesse, de la formation et de la sensibilisation au multimédia et de ses projets au niveau européen, en particulier dans les Balkans, (plateforme de coopération France Balkans/Europe du Sud Est soutenue par la DAECT). L'association permet à des jeunes de s'immerger dans des pays européens et balkaniques, pour réaliser durant 2 à 3 semaines des reportages sur une thématique et les régions traversées. En 2015, les jeunes étaient en Macédoine et en Albanie sur le thème: "14-18, le Front d'Orient".

Les jeunes pris en charge par l'association en plein tournage

Bon à savoir : la carte des financements européens existe !

Après le lancement de la rubrique « financez votre projet! », le MAEDI, en partenariat avec touteleurope.eu, poursuit sa volonté de rendre plus compréhensibles les financements européens, dans un exercice inédit : une carte interactive qui permet de visualiser les financements disponibles par pays et zones géographiques et en sens inverse, les pays couverts par les instruments et leurs différents programmes.

Voir la carte des financements européens

Action économique et Aide publique au développement

Commercialisation d'un gâteau issu d'une coopération décentralisée entre Nantes et la Grand'Anse, en Haïti

De retour de mission dans le cadre de la coopération décentralisée Nantes/Grand'Anse, un conseiller municipal à la ville de Nantes est rentré en France avec un sac de fèves de cacao et a confié les fèves à un torréfacteur nantais. Résultat : le petit beurre Naïti, premier produit issu de la coopération décentralisée Nantes/Grand'Anse.
Le cacao, issu de l'agro-écologie, est de la variété criollo, brut, et non raffiné. Le biscuit est fabrique à base de farine de blé complet bio par Maison Suzanne, à Clisson. Le Naiti est soutenu par Saveurs DebonNantes, premier regroupement d'artisans mettant en avant le savoir-faire nantais.
Le petit beurre Naïti est donc un produit né des relations de coopération décentralisée qui unissent Nantes et la Grand'Anse depuis des années.
Bon appétit !

Le petit-beurre Naïti, un bon produit « made in Coopération décentralisée »

A ne pas manquer

La Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales vous donne rendez-vous lors du 7ème Forum de l'action internationale des collectivités.
Venez nombreux à notre stand !
S'inscrire au Forum

AUTRES RENDEZ-VOUS, ÉVÉNEMENTS

Consulter l'agenda

- **4 juillet :** Commission nationale de la coopération décentralisée
- **4-5 juillet :** 7ème édition du Forum de l'action internationale des collectivités (Paris, CUF)
- **8-13 juillet :** 1ère école d'été des Objectifs du Développement durable (Marseille, Université Aix-Marseille)
- **18-19 juillet :** MEDCOP 22 (Tanger)
- **5-7 septembre :** 9ème Forum Mondial Convergences « Réussir la transition vers des villes et territoires durables » (Convergences, Paris)
- **11-16 septembre :** 10èmes assises de la coopération décentralisée franco-vietnamiennes (Can Tho)
- **15-16 septembre :** Formation « Introduire une approche climat dans ma coopération décentralisée » (CUF, ARENE Ile-de-France, Paris)
- **20-23 septembre :** Bogota Climate Summit (Colombie)
- **22-23 septembre :** Atelier des Autorités locales et régionales de la Méditerranée (CGLU, Sousse)
- **26-28 septembre :** Climate chance, le Sommet des acteurs non-étatiques du climat (Nantes)
- **27-29 septembre :** Congrès de l'Association internationale des maires francophones (Beyrouth, AIMF)
- **28-29 septembre :** 1ère édition du Forum économique franco-ivoirien sur la coopération décentralisée (Toulouse)
- **29 septembre :** 12ème Congrès des Régions (ARF, Reims)
- **Automne 2016 :** 3ème Université européenne de l'AFCCRE (date à préciser)
- **5-6 octobre :** 5èmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaises (Tours)
- **5-7 octobre :** 15ème Conférence mondiale des villes et des ports (Rotterdam)
- **12-15 octobre :** Sommet mondial des gouvernements locaux et régionaux (CGLU, Bogota)
- **17-20 octobre :** Conférence HABITAT III (Quito, Nations unies)
- **26-28 octobre :** 5èmes Rencontres franco-chinoises de la coopération décentralisée (Chengdu)
- **Novembre :** 2nde session annuelle de la CNCD (date à préciser)
- **2-15 novembre :** Semaine économique de la Méditerranée (Marseille)
- **7-9 novembre :** Assises de la coopération décentralisée franco-béninoises (dates à confirmer)
- **7-18 novembre :** COP 22
- **26-27 novembre :** 16ème Sommet de la Francophonie (Antananarivo, Madagascar)
- **1-2 décembre :** Assises franco-arméniennes (Erevan)
- **8-9 décembre :** Assises franco-marocaines (Marrakech)

RETROUVEZ LA LETTRE D'INFO DE LA CNCD SUR INTERNET

Lire la lettre de la CNCD

Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD)
Secrétariat général : Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT)
Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international
Ministère des Affaires étrangères et Du Développement international
57, boulevard des Invalides—75 007 Paris
Téléphone : 01 43 17 62 64
secretariat.dgm-aect@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr/cncd

7ème forum de l'action internationale des collectivités

4 et 5 juillet 2016, au Palais des Congrès de Paris

cités unies france

MediaContact Services

informations : www.cites-unies-france.org/CUF-7e-forum-de-l-action

inscriptions : www.e-registration.fr/ICIC_2016

www.coopdec-icic.org

Programme prévisionnel – version du 22 juin 2016

PROGRAMME

Lundi 4 juillet

	9h00	13h00	14h00	14h30	15h15	16h00	16h30	17h00	17h30	18h15	19h15
	Réunion de la CNCD Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (Salle 352 A+B)	Ouverture du Forum	Inauguration officielle de l'Exposition par le Ministre et les délégations étrangères								Cocktail à l'Espace Partenaires
Salle 351				Réservé CNCD		Les Arts de vivre, comme outil de développement des territoires ?			La géopolitique de la France et la géographie de la coopération décentralisée : dialogue entre la diplomatie des villes et de l'Etat		
Salle 352B				L'action internationale comme politique publique, le pari des villes latino-américaines		L'action dans l'urgence et le rôle des collectivités territoriales: une nouvelle compétence internationale des collectivités			La mise en œuvre locale des ODD pour des sociétés inclusives		
Salle 353				Groupe-pays CUF – mini colloque Niger		Comment les services en charge de l'AICT peuvent-ils apporter leur contribution à l'accueil des demandeurs d'asile et réfugiés ?			Agriculture, climat, alimentation : quels échos des territoires ?		
Salle 315				Groupe-pays CUF Bénin		Après la COP 21, quelles avancées de la coopération décentralisée pour le climat ?			Réunion du Copil des 10e Assises franco-vietnamiennes		
Salle C				Le suivi-évaluation : mesurer l'impact des politiques de l'AICT		Groupe-pays CUF Amérique Centrale et Cuba			Groupe-pays CUF Maroc		
Salle 334						Groupe-pays CUF Algérie					
Plateau Media				Sommet Afrique-France	Appel à Projets «Climat 2015» «Jeunesse»	Focus Guangzhou	Focus Pays Maroc	Economie circulaire et CD : 'Des clés pour agir' Jean Claude LEVY	Focus Pays Sénégal	Focus Pays Gabon	

Mardi 5 juillet

	8h30	10h30	11h00	12h30	13h15	14h30	15h15	16h00	17h00	18h00
	Amphi HAVANE Assemblée générale de Cités Unies France	Café à l'Espace Partenaires	Amphi HAVANE Séance plénière : « L'action internationale des collectivités dans un monde en tensions »	Visite du Forum par les autorités présentes à la Séance plénière	Cocktail déjeuner à l'Espace Partenaires					Cocktail de clôture du Forum à l'Espace Partenaires
	Animations sur l'Espace Partenaires									
Salle 351						Le financement participatif et la coopération décentralisée		Platforma : La nouvelle Politique Européenne de Voisinage et le partenariat à l'Est : comment peut-elle donner du poids aux autorités locales et régionales ?		
Salle 352B						Repenser la coopération culturelle comme levier stratégique de développement local : nouvelles approches		Renouveler la place des diasporas dans l'AICT		
Salle 352A						Groupe-pays CUF Corée du Sud		Le numérique au service de la coopération décentralisée		
Salle 353						Groupe-pays CUF Palestine		L'action internationale au service de l'attractivité des territoires		
Salle 343						Groupe-pays CUF Russie		Salle 315 Groupe-pays CUF Japon		
Salle 315						L'appel à projets en soutien à la coopération décentralisée « JEUNESSE II »		Salle 334 Groupe-pays CUF Madagascar		
Plateau Media						Focus Pays Centrafrique	Focus Pays Côte d'Ivoire	Villes historiques en Méditerranée 1% déchets	Focus Pays Russie	